



HAL
open science

L'austérité urbaine : “ faire face et faire avec ” en Europe du Sud

Fabrizio Maccaglia, Thomas Pfirsch

► **To cite this version:**

Fabrizio Maccaglia, Thomas Pfirsch. L'austérité urbaine : “ faire face et faire avec ” en Europe du Sud. *Annales de géographie*, 2019, 727 (3), pp.5-16. 10.3917/ag.727.0005 . hal-04502924

HAL Id: hal-04502924

<https://hal.science/hal-04502924v1>

Submitted on 18 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'austérité urbaine : « faire face et faire avec » en Europe du Sud

Coping with « urban austerity » in Southern Europe

Fabrizio Maccaglia

maître de conférences, Université de Tours

Thomas Pfirsch

maître de conférences, Université Polytechnique des Hauts de France (Valenciennes)

Résumé

Depuis la crise boursière de la fin des années 2000, le terme d'austérité, initialement réservé aux politiques nationales de réduction des déficits budgétaires par la baisse des dépenses publiques, la modération fiscale et la privatisation, est de plus en plus appliqué aux villes. Alors que le concept d'*austerity urbanism* a été proposé à partir de l'étude des villes nord-américaines, ce dossier thématique propose de prendre part au débat en plaçant la focale sur les villes d'Europe du Sud, durement atteintes par la crise des dettes publiques et les « agendas austéritaires » à partir de 2009. Si les mobilisations collectives qui ont éclaté pour « faire face » aux politiques d'austérité ont particulièrement retenu l'attention des observateurs, de même que la restructuration des finances municipales et leur impact sur la gouvernance locale, les contributions de ce numéro font un pas de côté en questionnant à la fois les politiques urbaines élaborées en contexte d'austérité et les pratiques citadines d'adaptation à celui-ci. Elles interrogent l'effet des politiques d'austérité sur la gouvernance et les projets urbains, mais également sur les modes d'habiter, les mobilités et les pratiques quotidiennes des citoyens. Elles posent ainsi la question des capacités de résilience ou d'adaptation des sociétés urbaines d'Europe méridionale et de leur aptitude à « faire avec » l'austérité.

Abstract

Since the financial crisis of the late 2000s, the term « austerity », initially referring to national policies seeking to reduce budget deficits through public spending cuts, fiscal restraint and privatization, is increasingly applied to cities. While the concept of « austerity urbanism » has been proposed to describe Northern American cities, this special issue focuses on the cities of Southern Europe, which were deeply hit by the public debt crisis and the « austerity agendas » which followed the 2008 economic turmoil. Many studies have dealt with the collective mobilizations and political struggles that broke out as a way of « facing up to » austerity policies, and explored the restructuring of municipal finances and local governance in Southern European cities. The articles of this special issue focus on everyday practices and individual adaptation strategies of urban dwellers. They analyse the impacts of austerity policies on governance and urban projects, but also on urban mobilities, living arrangements and everyday practices. They explore the resilience and adaptation capacities of urban societies in Southern Europe, and their ways of « coping with » austerity.

Mots-clés

austérité urbaine, Europe du Sud, État providence, politiques publiques, crise, résilience

Keywords *urban austerity, Southern Europe, welfare state, public policies, resilience, living arrangements*

Depuis la crise boursière de la fin des années 2000, le terme d'austérité, initialement réservé aux politiques nationales de réduction des déficits budgétaires par la baisse des dépenses publiques, la modération fiscale et la privatisation¹, est de plus en plus appliqué aux villes. Un riche débat s'est ainsi développé au sujet de l'« *austerity in the city* » (Donald *et al.*, 2013 ; Hilbrandt et Richter, 2015) et en particulier autour du concept d'*austerity urbanism* proposé par Jamie Peck en 2012 (Peck, 2012 ; Tonkiss, 2013). Pour les théoriciens de l'*austerity urbanism*, issus de l'économie politique nord-américaine, les politiques d'austérité menées à l'échelle municipale ces dernières années ne sont pas des réponses conjoncturelles à la crise des dettes publiques, mais un nouveau modèle de gouvernance structurellement lié au fonctionnement du néolibéralisme. Celui-ci reposerait sur un système de décentralisation et de « dévolution de l'austérité » (*devolved austerity*), consistant à faire peser les coûts de l'assainissement des finances publiques et la restructuration des champs d'intervention de l'État sur les échelons les plus bas de la hiérarchie sociale et politique (Peck, 2015). Derniers maillons de la chaîne administrative, reposant fortement sur l'immobilier pour leurs ressources fiscales et abritant souvent de fortes concentrations de populations pauvres dépendantes du *welfare*, les villes seraient ainsi le réceptacle principal et amplifié des politiques d'austérité initiées à l'échelle nationale. Les auteurs notent par ailleurs que la crise boursière de 2008 aurait permis de « normaliser » les politiques d'austérité lancées à la fin des années 1970 (Davies, Blanco, 2017) – à ce propos Jamie Peck parle d'une *form of retro-Reaganomics* (Peck, 2015) –, et d'introduire les modes de gouvernance néolibéraux à des échelles locales et dans des secteurs jusque-là épargnés par les cures d'austérités des années 1980 et 1990 (Peck, 2015).

Le contexte austéritaire contemporain est le résultat d'un processus qui a vu une crise financière se muer en une crise de l'État et cette crise de l'État se transformer à son tour en une crise urbaine (Peck, 2015). C'est pourquoi, si les politiques d'austérité sont pensées et édictées à une échelle macroéconomique, il importe d'en saisir les effets, comme nous y invite Theodoros Karyotis (2017), « [...] aussi – et surtout – au niveau microéconomique de la vie quotidienne dans la ville. L'espace urbain est toujours une cristallisation de plus larges relations de pouvoir ; il est constamment façonné et refaçonné par les pouvoirs politique et économique qui visent le contrôle des populations qui y habitent, leur exploitation ou leur exclusion, tout en limitant leurs capacités d'émancipation ». Si les villes

1 Ainsi, pour le *Dictionnaire d'économie politique*, l'austérité désigne « un ensemble de politiques économiques visant à contenir ou réduire la part des dépenses publiques dans l'activité économique » que ce soit par « les statuts de la fonction publique (réduction des budgets publics, gel des salaires ou de l'embauche de fonctionnaires, privatisation partielle ou totale de certains services publics, etc.), la fiscalité (hausses d'impôts directs ou indirects, mesures de lutte contre la fraude fiscale, etc.) ou la sécurité sociale (gel ou réforme des retraites, révision des allocations de chômage, du secteur des soins de santé, etc.) ». Voir Borriello, 2018, p. 51

constituent un point d'observation privilégié de la mise en œuvre des politiques d'austérité et de la restructuration de l'action publique sous contrainte budgétaire (Biche, 2016), elles sont également à l'avant-garde de la critique de ces politiques, à l'image d'Athènes érigée tantôt en symbole de la violence néolibérale (Vaïou *et al.*, 2014), tantôt en ville rebelle et résiliente, lieu de nouvelles mobilisations collectives (Arampatzi, 2016). Les contributions réunies dans ce dossier entendent prendre part à ce débat en questionnant à la fois les politiques urbaines menées à l'échelle locale, qu'un Bob Jessop propose de qualifier d'austéritaires (Crespy, 2018)², et les pratiques citoyennes d'adaptation à ces dernières. Elles se situent ainsi dans le prolongement des travaux sur l'austérité qui ont cherché à déplacer la focale des modes de gouvernance vers les pratiques des citoyens, notamment à travers les notions de *low budget practices* ou de *low budget urbanism* (Färber, 2014). Les politiques d'austérité contraignent en effet les habitants à « faire plus avec moins » (Hilbrandt and Richter, 2015) à travers des pratiques innovantes : covoiturage, jardinage urbain, systèmes de troc et d'entraide de quartier, nouvelles pratiques de logement et de co-résidence, occupation de lieux culturels, etc. Sous le revanchisme de l'*austerity urbanism* émergerait ainsi une « ville austère » mais vivante et innovante, où des formes de solidarités et d'action collective se réinventent, même si ces dernières sont parfois ambiguës, et peuvent être vues comme des formes d'externalisation néolibérale de la gestion publique.

Ce numéro spécial s'intéresse moins aux mobilisations collectives et aux combats politiques qui ont émergé pour « faire face » aux politiques d'austérité – par ailleurs très étudiées (Nez, Dufour, 2017 ; Hyman, 2015) – qu'aux pratiques quotidiennes des habitants pour « faire avec » (De Certeau, 1990) l'austérité, dimension encore peu explorée. Il s'attache également à réévaluer les théories critiques produites à partir des villes nord-américaines depuis le terrain de l'Europe du Sud³, espace à la fois durement touché par les politiques d'austérité dans le sillage de la crise de 2008, et dont les sociétés ont élaboré des stratégies de survie pour s'adapter à cette précarisation de l'existence. En effet, parce qu'ils possèdent une importante dette publique accumulée sur le temps long, les quatre pays d'Europe méridionale membres de la zone euro, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Grèce, ont durement été atteints par la crise des dettes souveraines (2009-2010) qui a suivi la crise boursière de 2007. Les institutions européennes leur ont imposé des « agendas austéritaires » (Krugmann, 2012) qui ont atteint les villes. Celles-ci subissent directement et indirectement les effets de ces agendas. Directement par une diminution des dotations allouées par l'échelon central, qui va souvent de pair avec un transfert accru de compétences seulement partiellement financées. Indirectement par la baisse des ressources fiscales en lien avec le ralentissement de

2 Eu égard à l'accumulation de ces politiques dans le temps, à leur logique autoritaire malgré la contestation populaire, et à l'importance croissante accordée aux acteurs et principes de marché dans la production de ces politiques.

3 Voir le dossier coordonné par Nacima Baron et Hovig Ter Minassian, « Produire et réguler l'habitat dans la péninsule ibérique » dans la revue *Sud-Ouest européen* (n° 46, 2018).

l'activité économique et la difficulté à augmenter les impôts de la part des équipes municipales sortantes, dans la mesure où elles doivent tenir compte du fait que les administrés sont aussi des électeurs. La crise de l'euro s'est aussi accompagnée d'un discours très critique à l'égard des pays d'Europe du Sud, parfois aux accents postcoloniaux (Leontidou, 2014), faisant ressortir les spécificités négatives de ces derniers au sein de l'Union européenne, comme des lieux de dysfonctionnement de la gestion publique (ampleur de l'évasion fiscale, corruption et clientélisme politique, etc.). C'est oublier que l'Europe se caractérise par une grande diversité de modèles de développement et de fonctionnement de l'État, qui ne peuvent pas tous être évalués à l'aune des standards nord-européens ou des théories économiques nord-américaines. Des études comparatives se sont multipliées depuis les débuts des années 1990 (Allen *et al.*, 2004). Elles ont montré que l'Italie, l'Espagne, la Grèce ou le Portugal se rattachent à un modèle « sud-européen » de développement, qui constitue une autre voie vers la modernité. Les quatre pays partagent un même modèle d'État-providence « familialiste » (Esping-Andersen, 1990), où l'action de l'État apparaît comme subsidiaire par rapport à la solidarité familiale et aux organisations de la société civile. Ils se rapprochent également par leurs politiques du logement, caractérisées par la faiblesse du logement social, le poids des filières informelles et familiales, et un taux très élevé de propriétaires. Ainsi, les théories de l'*austerity urbanism* comme manifestation du néolibéralisme ne s'appliquent pas toujours bien aux pays d'Europe méridionale, car dans ces derniers l'interventionnisme public n'a jamais été très important et la gestion urbaine n'a pas attendu le tournant néolibéral des années 1980-1990 pour intégrer acteurs privés et associations du « troisième secteur ». L'informalité y a par ailleurs toujours été très répandue, même si elle connaît, comme ailleurs en Europe, une forte recrudescence dans le contexte austéritaire (Boudreau, Lesemann, Martin, 2016), car elle constitue la seule alternative envisageable pour les individus en situation de précarisation face aux restructurations de la protection sociale publique et la flexibilisation du marché du travail.

Les deux articles du dossier consacrés aux politiques urbaines en Espagne montrent la difficulté de lier *austerity urbanism* et néolibéralisme en Europe méridionale. L'historienne Céline Vaz réinscrit le « cycle austéritaire » (Vitale, 2013) contemporain dans la longue durée. Elle montre que l'Espagne se situe à contretemps par rapport à la conjoncture politique de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. L'*austerity urbanism* n'y est pas une nouveauté du néolibéralisme et des politiques post-crise de 2007, car il plonge ses racines dans les politiques franquistes. Entre 1939 et 1975, alors que l'Europe du Nord-Ouest met en place ce que Céline Vaz appelle un « urbanisme providence » en lien avec la construction de l'État social, l'Espagne de Franco mène une politique d'austérité inspirée de l'orthodoxie libérale de la fin du XIX^e siècle : la faiblesse des dépenses publiques se traduit par des transferts budgétaires limités à destination de collectivités territoriales à l'autonomie limitée, et qui restent profondément sous-équipées. Les collectivités territoriales sont ainsi maintenues dans une austérité

structurelle durant une bonne partie du XX^e siècle. Ce n'est qu'avec la transition démocratique qu'un « urbanisme providence » se met en place en Espagne, favorisé par l'autonomie nouvelle des municipalités qui tentent de rattraper leur retard en matière de politiques sociales et d'équipements publics au moment même où, ailleurs en Europe, l'État providence commence à être restructuré. La crise des dettes publiques de 2009 entraîne alors un retour aux politiques d'austérité et une convergence brutale de l'Espagne avec l'Europe du Nord. À travers l'exemple espagnol, l'article de Céline Vaz remet ainsi en question les liens entre austérité et néolibéralisme⁴. Les politiques urbaines de l'Espagne franquiste relèvent moins de la « dévolution de l'austérité » (Peck, 2012), caractéristique du néolibéralisme et visant à reporter sur les échelons inférieurs la restructuration des dépenses publiques, que d'une orthodoxie budgétaire libérale qui limite les dépenses de l'État aux domaines régaliens. Si dans le premier cas de figure la mise en œuvre d'une politique d'austérité vise à organiser un désengagement sélectif de la puissance publique, dans le second cas elle marque la constance de la puissance publique à ne pas s'engager dans une politique d'État providence et à demander aux individus d'assurer par eux-mêmes leur protection sociale. Les politiques d'austérité en Espagne apparaissent ainsi moins liées au néolibéralisme comme moment politique (de critique et de rationalisation de l'État providence au tournant des XX^e et XXI^e siècles), qu'au libéralisme comme idéologie (caractérisée par la limitation du rôle de l'État et de la puissance publique). L'austérité peut dans cette perspective être conçue comme un instrument de gouvernement (Lascoumes, Le Galès, 2005) qui, loin de relever d'un choix purement technique, est toujours l'expression d'une idéologie — en l'occurrence celle de la limitation du champ d'action de l'État⁵.

À travers l'exemple du projet de reconversion des friches ferroviaires de la gare Chamartin en quartier d'affaires au Nord de Madrid, l'article de Nacima Baron et Alicia Garcia Fernandez étudie le devenir de l'urbanisme de « grands projets », élaboré en période de croissance, en contexte d'austérité. Il montre que, contre toute attente, la crise économique de 2008-2010 n'a pas mis fin aux grands projets urbains, qui font preuve d'une remarquable continuité sur le temps long, malgré les fluctuations économiques et les alternances politiques. Lancé en 1993 par la gauche, le grand projet « Chamartin-castellana » est repris par la droite municipale dans la pleine croissance des années 2000, et n'a été interrompu que quelques mois pendant la crise, créant des *crisis-scapes* spectaculaires mais

4 Sur le concept de néolibéralisme, voir : Amin, S., Arrighi, G., Chesnais, F., Harvey, D., Itoh M., Katz, C. (2006), « Qu'est-ce que le néolibéralisme ? », *Actuel Marx*, n° 40, p. 12-23. Sur celui de « néolibéralisation », voir : Béal, V. (2010), « Does neoliberalisation matter ? Apports et limites d'une notion montante des urban studies dans la science politique française », *Working papers du Programme Villes & territoires*, n° 1, Paris, Sciences Po.

5 Pour une mise en perspective à partir du cas étatsunien du processus de restructuration de l'État à partir des années 1970 et de la mise en place d'un mode de gouvernement néolibéral, voir : Grégoire Chamayou, 2018, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique éditions.

temporaires⁶. Dès 2014, le projet est repris par la nouvelle municipalité de gauche et joue un rôle central dans la relance du marché immobilier madrilène. Pour les auteurs, cette survie du grand projet à travers la crise est typique de l'usage de l'austérité dans les politiques néolibérales : il s'agit d'une politique cyclique visant à assainir un temps les finances publiques et mettre fin à la surproduction immobilière, pour restaurer à terme la confiance des investisseurs, les coupes dans les dépenses sociales permettant de réorienter l'argent public vers des projets moteurs pour le marché immobilier. Le grand projet sert à donner un « signal aux acteurs de la finance » et à « fixer spatialement » le capital dans le nord de Madrid. Au-delà du cas du projet Chamartin-Castellana, l'article permet d'entrevoir le contexte de dépendance aux capitaux privés dans lequel se joue la relance des économies urbaines. Le « cycle austéritaire » constitue une opportunité pour des opérateurs privés intéressés par les programmes de privatisation lancés pour renflouer les caisses municipales, engagés dans des logiques spéculatives (rachat de biens immobiliers ou fonciers à bas coût en vue d'une commercialisation future) ou bénéficiaires de contractualisations du type partenariat public-privé. Mais les auteurs de l'article donnent aussi une lecture politique du phénomène, qui n'apparaît pas seulement lié au néolibéralisme et au fonctionnement du capitalisme urbain, car les grands projets urbains éternellement inachevés sont en effet récurrents en Espagne, en Italie et dans bien d'autres pays d'Europe du Sud (Maccaglia et Ter Minassian, 2014), où ils sont aussi un moyen, en créant une « fiction » mobilisatrice, de constituer et d'entretenir des ressources politiques et des clientèles électorales.

Les deux autres articles du dossier portent sur les recompositions des trajectoires individuelles et les pratiques quotidiennes citadines en contexte austéritaire. Giovanni Semi et Marta Tonetta montrent ainsi comment les classes moyennes turinoises font face aux difficultés liées à l'austérité par un recours massif à la location temporaire de leur logement sur les plates-formes internet (de type Airbnb), profitant de la « rente urbaine » rendue possible par la proportion importante de petits propriétaires dans la ville. Paula Dolci, Geneviève Cortes et Coline Perrin analysent quant à elles l'essor des retours à la terre des citadins portugais dans le contexte de la crise. Dans ces deux cas, les articles mettent en évidence comment les difficultés liées à l'austérité peuvent entraîner une sortie du salariat, et l'entrée dans des activités indépendantes liées à la possession d'un petit capital, rural ou urbain. L'entrée dans le travail indépendant se fait ici de manière contrainte : c'est le résultat d'une rupture professionnelle, couplée parfois à une séparation conjugale ou au sentiment d'avoir atteint un point limite dans son existence, qui conduit des hommes et des femmes à devenir travailleurs indépendants dans le secteur agricole ou celui de l'immobilier locatif. Ce glissement d'une condition à une autre est davantage commandé par une situation de fragilité que recherché selon une démarche opportuniste. Ces pays d'Europe méridionale se caractérisent

6 Sur la notion de *crisis-scapes*, voir : Jaya Klara Brekke, Dimitris Dalakoglou, Christos Filippidis and Antonis Vradis, 2014, *Crisis-scapes : Athens and beyond*, Athènes, Crisis-Scape.net.

historiquement par une moindre importance du salariat, le rôle moteur des petites entreprises familiales dans l'économie, et la poly-activité (qui repose souvent sur le cumul d'une activité salariée et d'une activité indépendante, parfois gérée familialement (Oberti, 2002)). La crise tend donc à accentuer cette caractéristique traditionnelle du marché du travail. Ces deux contributions montrent comment le travail indépendant se substitue au travail salarié dans une conjoncture où l'initiative et la création d'entreprise sont socialement fortement valorisées et soutenues par les pouvoirs publics à travers des dispositifs juridiques comme l'auto-entrepreneuriat dans le cas de la France (Abdelnour, 2017). Une même rationalité est à l'œuvre dans le « retour à la terre » et la location temporaire de logements *via* des plates-formes. Il faut y voir non seulement la constitution d'unités de production économique à l'échelle de l'individu (celui-ci est à la fois entrepreneur, propriétaire de ses moyens de production et son propre employé), mais également une manière de vivre où l'individu est conduit à se penser comme un agent économique, ce qui transparaît pleinement dans les entretiens menés dans les classes moyennes turinoises. C'est un statut qui repose sur une conception de l'individu « entrepreneur de lui-même », porteuse d'une vision tout à la fois des rapports sociaux et de soi (Paltrinieri, Nicoli, 2017 ; Gorz, 2001)⁷.

Un autre point commun de ces deux articles est qu'ils montrent que l'austérité s'accompagne de la diffusion d'un capitalisme de rente dans les classes moyennes. S'établir comme entrepreneur indépendant nécessite un capital de départ : être propriétaire (d'un appartement ou d'un terrain agricole) ou avoir la possibilité de le devenir grâce à un héritage ; la production de valeur économique est conditionnée par la disponibilité de ce capital de départ. C'est bien un capitalisme de rente qui s'exprime à la faveur du contexte austéritaire, en vue de produire un revenu principal dans le cas d'une situation de chômage ou un revenu complémentaire si la personne est en activité mais dont le revenu est insuffisant. Comme le fait observer un propriétaire d'appartement à Giovanni Semi et Marta Toneta, l'exploitation de la rente génère une sécurité de revenus que ne procure plus l'emploi salarié, compte tenu de la précarisation du marché du travail. Le rôle joué par la rente dans les reconfigurations des trajectoires personnelles est aussi évoqué dans l'article de Céline Vaz, au sujet de la formation d'une société de propriétaires en Espagne et de l'usage de la maison comme *welfare* et comme ressource économique⁸. Toutefois ce modèle *wage poor asset rich* n'est pas accessible à tous. Regarder ce cycle austéritaire comme une opportunité

7 L'individu est entrepreneur de lui-même, ce qui signifie que sa condition dépend fondamentalement de ses capacités et de ses ressources pour créer et développer son propre outil de production, et moins de la société et des régulations qu'elle est susceptible de mettre en place concernant l'organisation des activités productives. En contrepoint, les difficultés qu'il rencontre sont imputées à sa capacité à se mobiliser et prendre en main son existence, et non aux logiques systémiques qui organisent la société.

8 Elle note à cette occasion comment « Le supposé goût des Espagnols pour la propriété apparaît [...] comme le résultat de la marchandisation du logement [...] », et disqualifie les interprétations culturalistes qui voient dans le fait d'être propriétaire une propriété nationale ou une disposition naturelle et non le produit d'une politique publique.

créatrice semble contestable dans la mesure où, si certains entretiens peuvent donner le sentiment d'une amélioration des positions individuelles, il ne faut pas perdre de vue les reculs en matière de droits collectifs (réforme du marché du travail et précarisation, privatisation d'actifs publics, introduction de logiques de rentabilité dans les services publics) qui accompagnent le déploiement de ce cycle. La prise d'initiatives ou l'innovation sociale ne saurait occulter les effets de la néolibéralisation des sociétés, organisées de manière croissante autour des valeurs de performance et de concurrence, dans lesquelles le modèle entrepreneurial et la rationalité du marché cadrent de plus en plus les activités et les relations sociales (Dardot, Laval, 2009). Giovanni Semi et Marta Tonetta posent par ailleurs la question de la durabilité à long terme de ce modèle d'adaptation individualiste à l'austérité, qui menace la ville au sens de projet collectif et communauté politique (Lefebvre, 1968). Alors que beaucoup de travaux ont insisté sur la revitalisation politique des villes et l'importance des mobilisations collectives en réaction à l'austérité (émergence de municipalités dirigées par de nouveaux partis de gauche, de réseaux de « villes rebelles »⁹ fondant leur identité sur l'opposition aux politiques austéritaires), ils montrent au contraire le fort regain dans les classes moyennes citadines de comportements spéculatifs et individualistes qui menacent à terme la « ville comme œuvre » chère à Henri Lefebvre (Lefebvre, 1968).

Ainsi ces pratiques quotidiennes pour « faire avec » l'austérité constituent un vecteur de changement de l'économie et du paysage urbains. L'essor de la location temporaire ouvre la voie à une marchandisation du logement à grande échelle, et à une concurrence accrue entre « touristes » et « résidents ». Aux phénomènes spéculatifs classiques associés aux transactions foncières et à la construction immobilière, s'ajoute aujourd'hui une spéculation résidentielle visant à extraire de la valeur par la mise en location de logements à destination de segments solvables (les touristes principalement) et au détriment de populations qui cherchent à se loger selon des baux classiques et à un prix de marché acceptable. Par ailleurs, le développement des plateformes en ligne tire le marché immobilier à la hausse et ouvre la voie à la mise en place d'autres opérations spéculatives classiques dans des quartiers jusque-là restés à l'écart, peuplés de populations aux revenus bas ou moyens, du fait de la présence de nouvelles catégories de population et les transformations que leur présence entraîne en termes d'offre commerciale, culturelle et récréative. Les deux contributions axées sur les reconversions professionnelles montrent comment la transformation en profondeur du marché du travail possède des répercussions sur le rapport à l'espace des individus tant de manière structurelle (quitter la ville pour la campagne) que conjoncturelle (tel le cas de ce propriétaire placé dans la nécessité

9 Le vieux concept de « ville rebelle » a été exhumé lors des débats contre l'austérité en Europe et aux États-Unis, aussi bien dans le champ académique (Harvey, 2012) que dans le champ politique, avec par exemple l'apparition du livre du maire de Naples Luigi de Magistris (*La Citta ribelle, il caso Napoli*, 2017) et la structuration d'un réseau de « villes rebelles » entre Espagne et Italie.

de libérer son appartement pour accueillir des locataires et qui doit se faire héberger temporairement par des membres de sa famille ou des amis). On trouve là une bonne illustration de la lecture matérialiste d'Henri Lefebvre (Lefebvre, 1974), selon laquelle ce sont les rapports de production qui produisent l'espace et les rapports à l'espace des individus.

L'austérité introduit aussi de nouvelles formes de mobilités et de modes d'habiter. Des études récentes ont montré comment la crise s'est accompagnée d'une reprise de l'émigration des jeunes diplômés portugais, italiens ou grecs, dans ces vieux pays d'émigration devenus terres d'accueil dans les années 1990 (Triandafyllidou et Trenz, 2017 ; Dubucs, Pfirsch, Recchi et Schmoll, 2017). L'article de Paula Dolci, Geneviève Cortès et Coline Perrin se focalise quant à lui sur les migrations internes des villes vers les campagnes, qui concernent d'ailleurs parfois d'anciens émigrés, et s'appuient sur des liens à la terre encore forts dans ces espaces d'exode rural récents que sont les pays d'Europe du Sud. Ici les retours à la terre « militants » motivés par la recherche de modes de vie alternatifs se doublent de stratégies de survie face à la crise, réactivant souvent des liens familiaux et des possessions rurales, et suscitant des modes d'habiter multilocaux, entre ville et campagne. Dans les classes moyennes turinoises, le recours aux locations temporaires sur internet ne serait pas non plus possible sans l'essor de nouvelles formes de tourisme, et la promotion de la ville dans les circuits des *city trips* européens grâce à des politiques de marketing territorial. Les villes d'Europe du Sud sont d'importantes destinations touristiques et sans cet effet de contexte, le recours à la rente urbaine y serait beaucoup plus difficile.

Plus globalement, le dossier interroge les limites des interprétations de la crise ou de l'austérité en termes de « résilience », qui mettent l'accent sur le volontarisme des individus à agir (Commissariat général au développement durable, 2015 ; Institut für Arbeitsmarkt und Berufsforschung der Bundesagentur für Arbeit, 2018). En réalité, la capacité à faire face à la perte de son emploi ou de son logement dans une situation de crise n'est pas à la portée de tous : ce sont les mieux dotés en capitaux qui conservent une capacité à se projeter dans l'avenir et à surmonter des événements déstabilisateurs. L'article proposé par Paula Dolci, Geneviève Cortes et Coline Perrin en offre une illustration : la vie passée en ville permet de disposer de ressources (réseaux familiaux et sociaux, connaissance des attentes de la clientèle urbaine) qui sont activées dans la construction du projet de reconversion agricole, et c'est dans la circulation entre les espaces urbains et ruraux, et la conjugaison des ressources propres à chacun de ces espaces, que se fabrique l'existence du travailleur indépendant. L'article de Giovanni Semi et Marta Tonetta sur Turin souligne de même comment l'ancrage local et le capital d'autochtonie jouent un rôle décisif dans la capacité à tirer profit de la rente urbaine : certains « hôtes » Airbnb louent leur logement seulement parce qu'ils peuvent aller se faire héberger temporairement par des proches. La localisation et la force des réseaux familiaux, caractéristiques des sociétés d'Europe méridionale (Allen *et al.*, 2004 ; Pfirsch, 2011) jouent un rôle fondamental dans les stratégies d'adaptation à la crise et l'amortissement de ses effets sociaux. Au-delà, on assiste

dans ce contexte austéritaire à une recomposition des logiques de solidarité : la solidarité publique est de plus en plus relayée par d'autres formes de solidarités que sont la solidarité générationnelle, alimentée par les transferts des plus âgés vers les plus jeunes (les retraités redistribuant une partie de leurs pensions à des actifs sans emploi ou disposant d'un emploi mal rémunéré), et par la solidarité familiale organisée autour des relations interpersonnelles. Les restrictions budgétaires se répercutent non seulement sur les capacités intégratives des politiques municipales, mais également sur l'idée même de solidarité et le rapport à la puissance publique dans la mesure où les individus sont placés dans la situation de pourvoir par eux-mêmes aux difficultés qu'ils rencontrent. Ces nouvelles activités économiques adossées au travail indépendant s'inscrivent dans une dynamique plus large de mise en marché des villes et des existences.

À l'issue de ce propos introductif, il ressort qu'à la lumière du cycle austéritaire contemporain les villes de l'Europe méridionale se situent dans une position intermédiaire entre les villes états-uniennes ou britanniques d'un côté, et celles des autres États de l'Europe du Nord-Ouest de l'autre. Elles partagent en effet avec les premières un interventionnisme structurellement limité de la puissance publique. Les politiques d'austérité n'y constituent pas un démantèlement de la couverture publique, mais un coup de rabot à une couverture publique minimale adossé à un État providence réduit lorsqu'on le compare à celui de la France ou des pays scandinaves. Les politiques d'austérité sont mises en œuvre dans des contextes où l'auto-organisation et les réseaux de solidarité privés sont historiquement fortement présents. Mais elles se distinguent aussi des villes états-uniennes par la force des solidarités familiales, le poids de l'informalité, la diffusion sociale de la propriété, les liens avec le monde rural, qui facilitent non pas une « résilience » collective mais une adaptation différenciée et socialement inégalitaire à la violence des politiques d'austérité.

Université de Tours
 Portalis bâtiment, bureau A252
 50 Avenue Jean Portalis
 37200 TOURS CEDEX 03
 maccaglia@univ-tours.fr

Université polytechnique Hauts-de-France
 Faculté de Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines
 Campus du Mont Houy
 59313 Valenciennes Cedex 9
 thomas.pfirsch@uphf.fr

Bibliographie

Allen, J., Barlow, J., Leal, J., Maloutas, T., Padovani, L. (2004), *Housing and Welfare in Southern Europe*, Oxford, Blackwell, 240 p.

- Arampatzi, A. (2016), « The spatiality of counter-austerity politics in Athens, Greece : Emergent ‘urban solidarity spaces », *Urban Studies*, n° 9, p. 1631-1646.
- Borriello A., (2018), « Austérité », dans Colin Hay et Andy Smith (dir.), *Dictionnaire d'économie politique*, Presses de sciences po, p. 51-55
- Boudreau, J.-A., Lesemann, F., Martin, C. (2016), « Présentation : l'État en processus d'informalisation », *Lien social et Politiques*, n° 76, p. 3-23.
- Briche, H. (2016), « "Urbanisme d'austérité" et marginalisation des acteurs publics d'une ville en déclin : le cas de la rénovation urbaine à Detroit », *Métropoles*, n° 18. [En ligne], mis en ligne le 15 juin 2016, consulté le 3 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/5267>
- Commissariat général au développement durable, (2015), « Villes et territoires résilients », *Études et documents*, n° 123.
- Crespy, A. (2018), « Néolibéralisme », in : *Dictionnaire d'économie politique, Capitalisme, institutions, pouvoir*, sous la direction de Colin Hay, Andy Smith, Paris, Presses de Science Po., p. 340-352.
- Dardot, P., Laval, C. (2009), *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 498 p.
- Davies, J., Blanco, I. (2017), « Austerity urbanism : Patterns of neo-liberalisation and resistance in six cities of Spain and the UK », *Environment and Planning A*, n° 7, p. 1517-1536.
- De Certeau, M. (1990), *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Paris, Folio.
- Donald, B., Glasmeier, A., Gray, M., Lobao, L. (2014), « Austerity in the city : economic crisis and urban service decline ? », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 7, p. 3-15.
- Dubucs H., Pfirsch T., Recchi E., Schmoll C., (2017), « Les migrations italiennes en France aujourd'hui. Les nouveaux visages d'une mobilité européenne historique », *Hommes et Migrations*, n° spécial « l'Europe en mouvement », n° 1317-18
- Esping-Andersen, G. (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Cambridge, Polity Press, 260 p.
- Färber, A. (2014), « Low-budget Berlin : Towards an understanding of low-budget urbanity as assemblage », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, n° 1, p. 119-136.
- Gorz, A. (2001), « La personne devient une entreprise. Notes sur le travail de production de soi », *Revue du Mauss*, n° 18, p. 61-66.
- Harvey, D (2012), *Rebel Cities. From the Right to the City to the Urban Revolution*, New York, Verso
- Hilbrandt, H., Richter, A. (2015) « Reassembling austerity research », *Ephemera : theory & politics in organization*, n° 1, p. 163-180.
- Hyman, R. (2015), « Austéritarisme en Europe : quelles options pour la résistance ? », in : *Bilan social de l'Union européenne 2015, seizième rapport annuel*, sous la direction de Natali David, Vanhercke Bart, Bruxelles, p. 107-138.
- Institut für Arbeitsmarkt und Berufsforschung der Bundesagentu für Arbeit, (2018), *Patterns of Resilience during Socioeconomic Crises among Households in Europe*, Programme FP7-SSH — Specific Programme « Cooperation » : Socio-economic Sciences and Humanities (appel à propositions FP7-SSH-2013-2), Bruxelles, Commission européenne.
- Karyotis, T. (2017), « Le droit à la ville en période d'austérité », *Les Possibles*, n° 15, p. 1-5.
- Lascoumes, P., Le Galès, P. (2005), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 369 p.
- Lefebvre, H. (1968), *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Anthropos, 512 p.
- Lefebvre, H. (1974), *La production de l'espace*, Paris, Éditions Anthropos, 512 p.
- Leontidou, L. (2014), « The crisis and its discourse : Quasi-orientalist attacks on Mediterranean urban spontaneity, informality and joie de vivre », *City : analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, n° 4-5, p. 551-562.

- Maccaglia F., Ter Minassian H., 2014, « L'action publique en situation d'inachèvement. Que se passe-t-il quand ça s'arrête ? », *L'information géographique*, Vol. 78, p. 8- 23
- Nez, H., Dufour, P. (2017), « Un renouvellement de la démocratie par le bas ? Les mouvements Indignés et Occupy », *Politique étrangère*, n° 1, p. 47-58.
- Oberti M., 2001, « Usages et limites des nomenclatures socioprofessionnelles pour l'analyse sociologique : le cas italien », *Sociétés contemporaines*, 2002/1-2 (n° 45-46), p. 43-75
- Peck, J. 2012, « Austerity urbanism », *City : analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, n° 6, p. 626-655.
- Peck, J. (2015), « Austerity urbanism. The neoliberal crisis of american cities », *Rosa Luxemburg Stiftung New York Office – City series*, n° 1, p. 1-25.
- Pfirsch T., 2011, « Une géographie de la famille en Europe du Sud », *Cybergeo ; European Journal of Geography*, article 533, mis en ligne le 25 mai 2011, URL : <http://cybergeo.revues.org/23669>
- Tonkiss, F. (2013) « Austerity urbanism and the makeshift city », *City : analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, n° 3, p. 312-324.
- Triandafyllidou A., Trenz H.G, 2017 « Dynamic Integration Processes in Europe : Intra EU Mobility and International Migration in times of Recession », 43, 3, February 2017, *Journal of Ethnicity and Migration Studies*
- Vitale, T. (2013), « Governare il welfare locale attraverso la programmazione in una fase di austerità », in : *Programmare i territori del welfare. Attori, meccanismi ed effetti*, sous la direction de Tommaso Vitale, Carocci, p. 17-52.